

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

TARIF

ACHAT	ABONNEMENT ANNUEL	ANNONCES
<ul style="list-style-type: none"> • 1 à 12 pages..... 200 F • 16 à 28 pages..... 600 F • 32 à 44 pages..... 1000 F • 48 à 60 pages..... 1500 F • Plus de 60 pages..... 2 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> • TOGO..... 20 000 F • AFRIQUE..... 28 000 F • HORS AFRIQUE..... 40 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> • Récépissé de déclaration d'associations .. 10 000 F • Avis de perte de titre foncier (1^{er} et 2^e insertions) 10 000 F • Avis d'immatriculation 10 000 F • Certification du JO 500 F

NB. Le paiement à l'avance est la seule garantie pour être bien servi.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'EDITOGO Tél : (228) 221-37-18/221-61-07/08 Fax (228) 222-14-89 - BP 891 - LOME

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - TEL : 221 - 27 - 01 - LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS
ARRETES ET DECISIONS

DECRET

2005

DECRET N° 2005-051 / PR du 6 juin 2005 portant organisation
des services de la Présidence de la République.....

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS
ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

DECRET N° 2005-051 / PR du 6 juin 2005 portant
organisation des services de la Présidence
de la République

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

DECRETE

Article premier - Les services de la Présidence de la
République comprennent :

- le Cabinet Civil ;
- le Cabinet Militaire ;
- le Secrétariat Général de la Présidence ;
- la Grande Chancellerie ;

Inspection Générale d'Etat ;

Commission Nationale des Marchés.

Art. 2 - Les responsables de chacun de ces services
vent directement du Président de la République.

LE CABINET CIVIL

Art. 3 - Le Cabinet Civil comprend :

Directeur de Cabinet ;

s Conseillers Spéciaux ;

Chef de Cabinet ;

Attaché de Cabinet.

est composé :

Cabinet proprement dit ;

service du Protocole ;

service de la communication ;

service administratif et financier ;

service des voyages officiels.

Art. 4 - Le Cabinet Civil est dirigé par un Directeur de
Cabinet qui a rang de ministre. Les Conseillers Spéciaux sont
nommés par décret du Président de la République et ont rang
de Ministre. Le Directeur de Cabinet participe aux réunions du
Conseil des ministres.

Art. 5 - Le Cabinet Civil sous l'impulsion du Directeur de
Cabinet assure, en liaison avec les autres services de la
Présidence de la République, la préparation et l'organisation
des activités du Président de la République.

Le Directeur de Cabinet a pour mission en liaison avec le
Secrétaire Général de la Présidence :

de coordonner l'ensemble des activités de la Présidence de la
République ;

- de suivre pour le compte du Président de la République l'activité
gouvernementale ;

- de préparer les décisions du Président de la République par la
mise à sa disposition d'une information régulière et complète
sur l'action du gouvernement, sur la marche de
l'administration et sur la situation du pays ;

- de contrôler la régularité des actes soumis à la signature du
Président de la République ;

- de veiller à l'application des décisions du Président de la
République.

Art. 6 - Le Directeur de Cabinet assume la gestion
administrative et financière de l'ensemble du personnel et du
matériel de la Présidence.

Il est ordonnateur du budget présidentiel. Il peut, par décret,
recevoir délégation de signature du Président de la République
pour toutes les affaires qui ne sont pas réservées par la
constitution.

En cas d'absence ou d'empêchement, son intérim est assuré
par le Secrétaire Général de la Présidence.

Art. 7 - Le service du protocole est dirigé par un haut
fonctionnaire du Ministère des Affaires Etrangères qui a rang
d'Ambassadeur.

Art. 8 - Le service de la communication est dirigé par un
directeur chargé, sous l'autorité du Directeur de Cabinet, des
relations avec les organismes d'information et des rapports entre
la Présidence de la République et le Ministère compétent, ainsi
que de l'étude et de l'exploitation des moyens de communication
de la Présidence de la République.

Art. 9 - Le service administratif et financier est chargé de la
gestion du personnel, du matériel, bureaux, hôtels et du garage.

Le chef de ce service est assisté d'un maître d'hôtel du
Président et d'un chef de garage responsable des véhicules et
de leur utilisation.

Art. 10 - Le service des voyages officiels est chargé de
l'organisation matérielle des déplacements du Président et des

ministres, de la préparation et de l'exécution, en liaison avec tous les ministères et les services intéressés.

II. LE CABINET MILITAIRE.

Art. 11 - Le Cabinet militaire est dirigé par un officier supérieur, attaché à la personne du Chef de l'Etat. Il assiste le Président de la République dans ses fonctions de Chef Suprême des Armées.

Il dirige le service de sécurité qui est une section des Forces Armées Togolaises et de la sûreté Nationale, mise à la disposition du Président de la République.

III. LE SECRETARIAT GENERAL DE LA PRESIDENCE

Art. 12 - Le Secrétariat Général de la Présidence est placé sous l'autorité d'un Secrétaire Général nommé par décret et ayant rang de ministre. Il comprend :

- le secrétariat général proprement dit ;
- le secrétariat particulier ;
- le bureau du courrier et du chiffre ;
- le bureau du Journal Officiel ;
- le bureau des archives.

Art. 13 - Les attributions du Secrétaire Général comprennent les affaires traitées à l'échelon du Président, quels que soient les ministères, services ou organismes compétents ou intéressés, ainsi que celles soumises à l'examen du Conseil des ministres.

Le Secrétaire Général participe aux réunions du Conseil des Ministres.

Le Secrétaire Général assisté par un Secrétaire Général Adjoint est l'agent d'exécution du Président de la République.

A ce titre, il est chargé d'instruire les affaires, de les suivre et d'en surveiller la bonne marche, il coordonne les activités administratives.

Art. 14 - Le Secrétaire Général assure, en liaison avec le Directeur de Cabinet, le secrétariat du Conseil des ministres et

donne toutes instructions à cet effet au Secrétaire Général du gouvernement notamment dans les domaines suivants :

- la centralisation et l'enregistrement des dossiers à étudier en Conseil des ministres ;
- la préparation des projets d'ordre du jour et des séances ;
- la diffusion des ordres du jour et des rapports de présentation ;
- l'organisation matérielle des séances ;
- l'envoi aux ministres des relevés des décisions prises ;
- la présentation à la signature et la diffusion des actes adoptés en conseil ;
- vérification de la suite donnée aux décisions.

Art. 15 - Le Secrétaire Général vérifie la régularité des projets et des documents soumis à l'examen du Conseil des ministres ou à la signature du Président. Il en rend compte au Président de la République.

Art. 16 - Le Secrétariat particulier relève de l'autorité directe du Président de la République. Il assure la réception et l'expédition du courrier personnel du Président.

Art. 17 - Le bureau du courrier assure la réception, l'enregistrement, la diffusion, l'élaboration et le classement avant dépôt aux archives de la Présidence, de tous les documents.

Art. 18 - Le bureau du Journal officiel assure la publication des documents relevant du domaine législatif et réglementaire de l'Etat.

Art. 19 - Le bureau des archives assure le classement et la conservation des archives de la Présidence. Il tient le répertoire général des actes législatifs et réglementaires applicables dans la République Togolaise.

IV. LA GRANDE CHANCELLERIE

Art. 20 - La Grande Chancellerie assure la gestion des ordres nationaux, conformément aux textes régissant ces ordres.

V. L'INSPECTION GENERALE D'ETAT

Art. 21 - L'Inspection Générale d'Etat exerce ses attributions conformément aux dispositions du décret 72-1972 du 13 septembre 1972 définissant ses structures et fixant le règlement de son fonctionnement.

VI. LA COMMISSION NATIONALE DES MARCHES

Art. 22 - La Commission Nationale des Marchés est chargée de contrôler et d'organiser les marchés de l'Etat et des collectivités publiques.

Art. 23 - Sont abrogées toutes dispositions antérieures et contraires à celles du présent décret, notamment celle du décret

n° 82-20 du 16 février 1982 portant organisation des services de la Présidence.

Art. 24 - Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 6 juin 2005

Le Premier Ministre

Koffi SAMA

Président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE